

Liberté pour les prisonniers politiques de Catalogne Sud !
Non à l'arrestation et à l'extradition de Puigdemont !

Carles Puigdemont, re-légitimé comme président de la Généralité de Catalogne lors des élections du 21 décembre 2017, a été arrêté dimanche dernier en Allemagne. Il est menacé d'extradition dans une prison espagnole. Son arrestation montre à nouveau la complicité de l'Union européenne, et tout particulièrement des gouvernements Merkel et Macron, avec le régime autoritaire de Madrid. Deux jours avant, le 23 mars, Rajoy avait donné un nouveau coup à la démocratie, en faisant emprisonner et lancer des mandats d'arrêt contre différents représentants du peuple de Catalogne Sud. Tout comme Puigdemont, ils sont accusés de « rébellion » pour avoir participé, avec plus de deux millions de personnes, à un processus de mobilisation populaire, de forme non-violente, afin d'exercer leur droit à décider de leur avenir.

Cette nouvelle escalade répressive confirme la dérive antidémocratique d'un régime monarchique et corrompu, issu du franquisme, qui n'hésite pas à réprimer non seulement l'indépendantisme catalan mais aussi, dans la foulée, les différentes mobilisations et expressions populaires dans tout l'Etat espagnol (que ce soit les manifestations comme en Murcie, les mobilisations pour réclamer une vie digne comme à Lavapies ou l'exercice de libertés fondamentales d'expression et de réunion). En Catalogne et dans tout l'Etat espagnol, c'est la démocratie qui est en jeu. Notre responsabilité de ce côté de la frontière, où également les droits et libertés démocratiques sont gravement remis en question par le gouvernement Macron, est de nous mobiliser aux côtés des Sud-Catalans et des classes populaires de l'Etat espagnol.

Le NPA 66 réclame la fin de la répression, la liberté des prisonniers politiques catalans, le retour des exilés politiques et le respect du droit démocratique du peuple de Catalogne Sud à son autodétermination.

(Perpignan, 26 mars 2018)